AGRICULTURE

Loi tendant à favoriser la main-mise du grand capital financier sur l'agriculture

BAYLE : CONTRE
(SCRUTIN du 26 juin 1970)

Bail rural à long terme (amendement de Pierre VILLON tendant à supprimer le texte proposé par le Gouvernement)

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 26 juin 1970)

Coopératives agricoles (amendement demandant que les coopératives agricoles soient soumises à la contribution de la patente.

BAYLE : POUR
(Scrutin du 8 décembre 1971)

Comités d'entreprise dans les exploitations agricoles employant au moins 20 salariés

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 23 novembre 1971)

Sociétés coopératives agricoles ce texte constitue une attaque contre les principes coopératifs, prévoit la pondération des voix des associés et favorise la pénétration du capital financier dans les coopératives

BAYLE : POUR

(Scrutin du 25 mai 1972)

ANCIENS COMBATTANTS

Budget des Anciens Combattants (Amendement tendant à supprimer les crédits relatifs aux pensions pour inciter le gouvernement à augmenter les crédits de ce budget

BAYLE : CONTRE

Budget insuffisant : refus du rapport constant, de la levée des forclusions, du rétablissement de l'égalité des retraites pour les combattants de 1914-1918 et 1939-1940, refus de reconnaître la qualité d'anciens combattants à ceux qui ont combattu en Afrique du Nord

BAYLE : N'A PAS PRIS PART AU VOTE.

(SCRUTIN du 22 octobre 1971)

ARTISANS ET COMMERCANTS

I. Fiscalité

Forfaits (Amendement tendant à établir les forfaits appliqués aux petites entreprises sur la base des monographies professionnelles élaborés paritairement et publiés officiellement.

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 21 octobre 1971)

Majoration de patente pour les grandes surfaces (Amendement de René RIEUBON pour les magasins à grande surface de vente, la patente est majorée :

- d'un tiers pour une surface de vente comprise entre 400 et 1000 m2
- de la moitié pour une surface de vente comprise entre 1000 et 2500 m2
- de 100 p 100 pour une surface de vente supérieure à 2500 m2

CET AMENDEMENT EST REPOUSSE A MAINS LEVEES PAR LES DEPUTES U.D.R. - R.I. et P.D.M.
(Scrutin du 9 décembre 1970)

II. Sécurité Sociale

Assurance-maladie : ce texte ne permet pas d'assurer aux travailleurs non salariés une couverture sociale analogue à celle du régime général

BAYLE : POUR
(Scrutin du 3 décembre 1969)

Assurance-viellesse des artisans et commerçants texte apportant quelques aménagements dans le calcul des cotisations et des prestations, cependant il ne résoud pas le problème d'un minimum de retraite décent égal à 75 % du S.M.I.C.

BAYLE : POUR
(Scrutin du 16 mai 1972)

Mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés

Ce texte n'offre qu'un faible pécule de départ aux artisans et commerçants âgés victimes de la concurrence des grandes surfaces. Il s'agit de mesures de charité et non d'une véritable réparation des dommages subis

BAYLE : POUR
(Scrutin du 19 mai 1972)

Travail clandestin (groupe communiste s'abstient sur l'ensemble du projet.

Amnistie : question préalable opposée par Monsieur BOUDET (P.D.M.) à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance-Vieillesse des artisans et commerçants en donnant au vote le sens d'une approbation ou d'un refus à l'amnistie immédiate pour les commerçants et artisans condamnés.

BAYLE : CONTRE

COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. Gestion des Collectivités

Gestion municipale et libertés communales (loi du 31 décembre 1970)

BAYLE : POUR
(Scrutin du 25 novembre 1970

. le groupe communiste s'abstient sur l'ensemble du projet de lei qui ne contient que quelques dispositions améliorant la gestion communale (reduction de la tutelle) mais aucune mesure financière de nature à résoudre les difficultés des communes.

Agglomérations nouvelles - le groupe communiste vote contre un texte qui ne permet pas de résoudre efficacement et dans le respect des franchisës municipales les problèmes que pose la croissance urbaine.
(débats du 26 juin 1970)

Fusion et regroupements des communes

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 1er juin 1971)

Réforme régionale : une réforme démocratique de la région devrait permettre une véritable décentralisation et non une simple déconcentration administrative, une assemblée élue à la proportionnelle assurerait la gestion de la région

BAYLE : CONTRE
(débats du 25 avril 1972)

sur l'ensemble du projet

BAYLE : POUR
(Scrutin du 27 avril 1972)

II. Finances Locales

T.V.A. (Amendement tendant à une réforme démocratique du système fiscal avec notamment: "le remboursement aux collectivités locales de la T.V.A. sur les travaux d'équipement qu'elles entreprennent"

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 21 octobre 1971)

Patente

Amendement tendant au dépôt par le gouvernement avant le 1er janvier 1972 d'un projet de loi portant remplacement de la contribution des patentes

BAYLE : POUR
(Scrutin 9 décembre 1970)

Amendement tendant à exclure de la patente les organismes relevant de la coopération et de la mutualité

BAYLE : CONTRE
(Scrutin 9 décembre 1970)

DEFENSE NATIONALE

Réforme du régime des poudres et substances explosives

Loi décidant de l'abandon du monopole d'Etat et créant une société avec participation du capital privé, tant français qu'étranger

BAYLE : POUR (Scrutin 26 mai 1972)

Service National :

Bayle : POUR (Scrutin du 10juin 1970)

Equipements militiares de la période 1971-1975

Sur l'ensemble du projet de loi qui accorde 95 milliards de Nouveaux Francs en 4 ans pour les investissements militaires et notamment pour la force de frappe atomique

BAYLE : POUR (Scrutin 8 octobre 1970)

Code du Service National

Durée du service plus longue pour les jeunes condamnés - répression de la propagande relative aux objecteurs de conscience

BAYLE : POUR (Scrutin 7 avril 1971)

Statut général des militaires

Refus d'accepter que les militaires soient des citoyens à part entière : interdiction d'être membre d'un parti politique, de défendre leurs revendications professionnelles en constituant des associations sur la base de la loi de 1901. Refus de la liberté d'information

BAYLE : POUR

(Scrutin du 3 mai 1972)

ECONOMIE

Aide à l'investissement

Allègement de certaines charges fiscales pour les entreprises, soit un cadeau total de 2 221 millions de francs accordés aux seules grosses sociétés capitalistes.

BAYLE : POUR

(Scrutin du 26 septembre 1968

Loi relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier

Après la spéculation de novembre 1968, le gouvernement au lieu de frapper les spéculateurs accorde aux grosses sociétés capitalistes de nouveaux avantages fiscaux et pénalise en contrepartie les salariés

- suppression de la taxe sur les salaires
- hausse de la T.V.A. : plus de 10 milliards 300 millions de francs

Amendement pour frapper les spéculateurs

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 28 novembre 1968)

Approbation du rapport sur les options commandant la préparation du VIème plan

BAYLE : POUR

(Scrutin du 19 juin 1970)

Approbation du VIème plan de développement économique et social

BAYLE : POUR

(Scrutin du 19 juin 1971)

FAMILLE - FEMME

Amendement demandant de modifier l'article 215 du code civil, afin que la résidence de la famille soit choisie non par le mari seul, mais pour les deux époux

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 9 avril 1970)

Amendement tendant à supprimer la notion de salaire d'appoint de la femme dans les ressources du ménage

BAYLE : CONTRE.

(Scrutin du 9 avril 1970)

JEUNESSE ET SPORTS

Droit de vote à 18 ans

Les députés UD.R. repoussent à mains levées un amendement tendant à accorder le droit de vote à 18 ans.

Service National

Amendement tendant à prolonger les sursis d'incorporation pour les étudiants jusqu'à 25 ans

BAYLE : CONTRE

Amendement tendant à interdire la participation des appelés à des missions de maintien de l'ordre ou de remplacement des travailleurs en grève

BAYLE : CONTRE

Equipement sportif et socio-éducatif

(ensemble du projet adopté sans scrutin - le groupe communiste a voté contre (insuffisance des crédits - dépenses accrues pour les collectivités locale

LIBERTES

Loi dite "anti-casseurs" tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance.

Ce texte institue une présomption de responsabilité : tout manifestant peut être condamné à emprisonnement de 1 à 5 ans et à réparation des dommages par la procédure expéditive du flagrant délit, si des violences auxquelles il n'a pris aucune part, ont été commises au cours de la manifestation.

BAYLE : POUR

(Scrutin du 29 avril 1970)

Loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens - ce texte institue le contrôle judiciaire qui permet au juge d'instruction de réduire l'exercice pour les prévenus d'un certain nombre de libertés fondamentales pour une durée illimitée

BAYLE : POUR (Scrutin du 28 mai 1970)

Association de 1901 - ce texte déclaré par la suite anti-constitutionnel, remplaçait le contrôle a postériori par l'autorisation préalable des Préfets pour la création des associations

BAYLE : POUR (Scrutin du 23 juin 1971)

Droit de grève : loi relative à certains personnels de l'aviation civile (article 3 interdit aux ingénieurs d'études et de l'exploitation de l'aviation civile de faire grève sous peine de sanctions en dehors des garanties disciplinaires

BAYLE : POUR

Statut de l'O.R.T.F.

Amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 11 qui prévoit un service minimum en cas de grève

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 16 juin 1972)

LOGEMENT

Rapports des bailleurs et locataires. Ce texte remet en cause la loi du 1er septembre 1948 - le propriétaire peut fixer librement le loyer.

Amendement tendant à supprimer l'article 6 et assurer ainsi le maintien dans les lieux en faveur des ascendants et descendants après le décès de l'occupant.

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 24 juin 1970)

Suppression de l'abitat insalubre - bidonvilles logements des immigrès

Amendemant tendant à créer une taxe de 2 p 100 sur les salaires en vue de financer le relaogement des travailleurs immigrés

BAYLE : CONTRE (Scrutin du 10 juin 1970)

Loi relative à diverses opérations de construction

Ce texte constitue une attaque contre les coopératives de construction, H.L.M. notamment, et favorise les grandes sociétés de construction.

BAYLE : adopté à mains levées par la majorité (12 juin 1971)

H.L.M. ce texte porte atteinte au secteur H.L.M. et favorise le développement des sociétés de construction privées. Les organisme d'HLM peuvent être dissous par arrêté ministériel ou mis en demeure de céder leurs logements à d'autres organisme

BAYLE : adopte le projet (11 juin 1971)

Régime fiscal des profits de construction. Cette loi modifie le régime de l'impôt sur les sociétés en faveur des sociétés de construction

BAYLE : adopte le projet - mains levées (14 juin 1971)

Allocation logement ; le nombre des bénéficiaires augmente mais l'allocation de logement est financée par ponction sur les crédits provenant de la cotisation du 1%

BAYLE : POUR (Scrutin du 10 juin 1971)

LOI DE FINANCES

Loi de finances pour 1969 : BAYLE : POUR
Scrutin 20.11.68

Loi de finances pour 1970 : BAYLE : POUR
Scrutin 22.11.69

Loi de finances pour 1971 : BAYLE : POUR
Scrutin 18.11.70

Paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : on peut craindre qu'elle ne prépare le paiement de l'impôt par retenue à la source, formule écartée à Grenelle 1968

BAYLE : POUR (Scrutin du 13 mai 1971)

Loi de finances pour 1972 : propositions du groupe communiste pour une réforme démocratique du système fiscal

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 22 octobre 1971)

Emprunt PINAY

Amendement exemptant des droits de mutation à titre gratuit les titres représentatifs de l'emprunt Pinay

BAYLE : CONTRE

T.V.A. :

Amendement tendant à réduire le taux de la T.V.A. sur les produits de premières nécessité, financée par un impôt progressif sur les fortunes

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 21 octobre 1971

SUR L'ENSEMBLE DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1972

BAYLE : POUR
(Scrutin du 22 octobre 1971)

O.R.T.F.

Redevance : Augmentation de 100 F à 120 F de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision

BAYLE : POUR.
(Scrutin du 16 novembre 1970)

Statut de l'O.R.T.F. :

- Amendement tendant à assurer un temps d'antenne régulier aux partis politiques et aux syndicats

BAYLE : CONTRE

- Amendement tendant à supprimer dans l'article 11 du projet, le dernier alinéa qui prévoit un service minimum en cas de grève

BAYLE : CONTRE.
(Scrutin du 16 juin 1972)

PARLEMENT

Incompatibilités parlementaires :

Loi du 24 janvier 1972)

- Amendement tendant à étendre l'incompatibilité à tous les présidents et membres de conseil d'administration des sociétés jouissant d'avantages assurés pat l'ETAT

BAYLE : CONTRE

- Amendement tendant à la publication au JO de la déclaration de leurs revenus de toute nature par les parlementaires

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 25 novembre 1971)

P.T.T.

Agrément de sociétés privées en vue de financer les équipements des télécommunications :

BAYLE : POUR

(Scrutin du 10 décembre 1969)

Crédits du budget des Postes et Télécommunications

Le budget prévoit l'augmentation des tarifs alors que le compte d'exploitation est excédentaire. Une part de plus en plus importants des travaux est confiée aux sociétés privées : I.T.T., FIDEXTEL, CODETEL

BAYLE : POUR

(Scrutin du 30 octobre 1970)

RAPATRIES

Indemnisation des Français rapatriés d'Outre-Mer.

En raison de la faible importance des crédits dégagés par le gouvernement, communistes et socialistes ont voté contre l'article fixant le montant de l'indemnisation ; U.D.R., R.I., PDM ont voté pour

BAYLE : POUR

(Scrutin du 12 juin 1970)

SECURITE SOCIALE

Discussion sur la ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale.

Le groupe communiste propose un amendement pour l'abrogation de ces ordonnances anti-sociales.

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 23 juillet 1968)

Sur l'ensemble du projet de loi de ratification

BAYLE : POUR

(Scrutin du 23 juillet 1968)

Retraites du régime général de sécurité sociale

Question préalable opposée par Léon FELIX à la discussion du projet de loi en donnant à celle-ci le sens d'un choix pour l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

BAYLE : CONTRE.

VOTE SUR L'ENSEMBLE DU TEXTE

BAYLE : POUR

(Scrutin du 2 décembre 1971)

TRAVAIL

Exercice du droit syndical dans les entreprises
(loi du 27 décembre 1968)

BAYLE : POUR
(Scrutin du 4 décembre 1969)

Congés payés :

Amendement de la commission des affaires sociales tendant à laisser aux conventions collectives le soin de majorer éventuellement la durée des congés pour les jeunes travailleurs

BAYLE : POUR
(Scrutin du 29 avril 1969)

Réforme du S.M.I.C.

La loi ne mettra pas fin au retard du salaire minimum par rapport à l'ensemble des salaires. Le SMIC reste indexé sur un indice des prix incorrect.

BAYLE : POUR
(Scrutin du 10 décembre 1969)

Actionnariat chez Renault

Texte de collaboration de classe qui constituait une étape vers la dénationalisation de la régie.

Question préalable opposée par BERTHELOT à la discussion du projet

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 16 décembre 1969)

Travail temporaire

Ce texte tend à légaliser les officines de travail temporaire alors qu'existe une ordonnance non appliquée de 1945 donnant aux services de la main d'oeuvre le monopole du placement des travailleurs. Il remet en cause le contrat de travail et les garanties contenues dans le code du travail et constitue un instrument de division des travailleurs.

Question préalable opposée par Mme VAILLANT-COUTURIER à la discussion du projet de loi, sur le travail temporaire

BAYLE : CONTRE
(Scrutin du 14 décembre 1971)

TRANSPORTS

Amendement tendant à étendre à l'ensemble du territoire la prime spéciale de transports existant dans la région parisienne

BAYLE : CONTRE

Amendement tendant à créer dans les 8 départements de la région parisienne ube taxe forfaitaire mensuelle et graduée suivant l'importance des entreprises

BAYLE : CONTRE

SUR L'ENSEMBLE DU PROJET :

BAYLE : POUR
(Scrutin du 26 mai 1971)

le groupe communiste s'astient compte tenu du montant insuffisant de la taxe pour les grosses entreprises et des dépenses importantes qui resteront à la charge des collectivités locales.

POLITIQUE GENERALE DU GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT CHABAN - DELMAS

Déclaration de politique générale du gouvernement

BAYLE : POUR

(Scrutin du 17 septembre 1969)

(Scrutin du 15 octobre 1970)

(Scrutin du 27 mai 1972)

REGION PARISIENNE

Extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne. La loi permet au gouvernement de fixer à son grè le montant de la redevance payée par les entreprises

Question préalable de Louis ODRU

BAYLE : CONTRE

(Scrutin du 8 avril 1971)

Sur l'ensemble du projet ;

BAYLE : POUR

SANTE PUBLIQUE

Loi portant réforme hospitalière du 31 décembre 1970.

Question préalable opposée par Roland LEROY

BAYLE : CONTRE

Ce projet s'insère dans la politique d'ensemble que le pouvoir s'efforce de mettre en oeuvre en matière de santé et dont les buts ne peuvent pas se séparer de l'objectif du VIème PLAN.

Rapports caisses d'assurance-maladie et médecins

Cette loi s'inscrit dans le cadre de la politique générale du gouvernement : institution du profil médical, réduction de la consommation médicale. Elle n'assure pas la protection sociale du médecin, notamment en refusant la révalorisation des honoraires à partir d'indices de variation irréfutables.

BAYLE : POUR

(Scrutin du 27 mai 1971)

JUSTICE

Loi organique n° 70 642 du 17 juillet 1970.

Texte laissant à l'éxécutif un pouvoir de contrôle discrétionnaire sur la carrière des magistrats. Les garanties de carrière identiques aux fonctionnaires leur sont refusées. Le groupe communiste a demandé que les magistrats puissent saisir une commission d'appel afin d'otenir éventuellement la révision de leurs notes.

(le groupe communiste à voté CONTRE)

Professions juridiques et judiciaires texte instituant la fusion des professions d'avocat et d'avoué mais comportant plusieurs mesures négatives : renforcement du contrôle du Parquet sur les avocats, renchérissement du coût de la justice

BAYLE : POUR

(Scrutin du 5 octobre 1971)

FORMATION PROFESSIONNELLE

Enseignement technologique (loi du 16.7.1971)
Ce texte refuse la création de classes préparatoires et professionnelles au niveau du second cycle du second degré, il refuse de considérer l'apprentissage comme une voie normale de formation et de confier à l'Education Nationale la mise en oeuvre de la formation professionnelle des jeunes et des adultes
le groupe communiste vote CONTRE

Apprentissage : le texte ne fixe pas le salaire auquel l'apprenti a droit. Il accentue l'interpénétration des services publics et des organismes privés de formation.

Le Projet est adopté à mains levées.

Participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles

Le projet est adopté à mains levées.

(Scrutin du 8 juin 1971)

Formation professionnelle continue dans le cadre de l'Education permanente (loi du 16 juillet 1971)

BAYLE : POUR

(Scrutin du 8 juin 1971)

EDUCATION NATIONALE

Loi d'orientation ouvrant à une démocratisation de fonctionnement de l'Université, mais il demeure insuffisant notamment sur la participation des étudiants d dans les conseils

BAYLE : POUR
(Scrutin du 11 octobre 1968)

Loi modifiant la loi de décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les Etablissements d'enseignement privés

Question préalable du groupe communiste

BAYLE ; CONTRE
(Scrutin du 28 avril 1971)

Loi aménageant certaines dispositions de la loi d'orientation de 1968 sur l'enseignement supérieur.

BAYLE : POUR
(Scrutin du 22 juin 1971)

AFFAIRES ETRANGERES

Loi n° 70 583 du 8 juillet 1970

Loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés Européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés.

BAYLE : POUR

(SCRUTIN du 23 juin 1970)

Amendement de Louis ODDRU réduisant les crédits du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération pour mettre fin à l'intervention militaire au Tchad.

BAYLE : CONTRE

(SRUTIN du 5 novembre 1970)